

“Resultare-t-elle de la rupture des rails, de la désorganisation des voies de la rupture d'un essieu ou du dérangement d'une pièce des machines ou du matériel roulant? Il n'est pas possible d'amettre que la rupture des rails, la désorganisation des voies, le dérangement d'une pièce des machines ou du matériel roulant puissent être ignorés de la Compagnie, à moins de supposer ou une insuffisance du personnel chargé de la surveillance de la ligne, ou que comme la rupture d'un essieu, cet événement s'est produit instantanément et a entraîné immédiatement le déraillement.”¹

“L'exception de force majeure ne pourrait être preposée que dans ce dernier cas. Mais la Compagnie ne repond-elle pas du vice de son matériel et peut-elle l'invoquer á sa décharge?”

“La cour de Paris a refusé de l'amettre. En conséquence, elle jugeait le 27 Novembre 1866, que: au cas où le déraillement d'un wagon de voyageurs a été occasionné par la rupture du bandage d'une roue, la Compagnie d'un chemin de fer, actionnée en responsabilité par les voyageurs blessés par suite de l'accident, ne peut invoquer comme cas fortuit ou de force majeure la circonstance que la défectuosité du bandage n'était manifestée par aucun signe extérieur, et que le bandage, présentant les apparences d'une bonne fabrication, avait été reçu après les épreuves d'usage.”

“Voici les motifs que la Cour invoquait à l'appui de cette doctrine:”

“Considérant que le voiturier répond de l'avarie des choses á lui confiées á moins qu'il ne prouve qu'elles on été avariées par car fortuit ou force majeure:

“Considérant que ce principe s'applique á plus forte raison au transport de personnes et protège la sécurité des voya-

cite celui qui aurait, été produit par une tempête de neige impossible á prévoir dans son intensité. (T. III, n. 396, *in fine*).

1 La cour de Grenoble a refusé de voir un cas de force majeure dans un accident produit par le défaut de stabilité de la voie dont l'assiete, formée sur un certain parcours, de longrines détériorées, n'offrait pas aux rails un point d'appui suffisamment immuable. (8 fevrier 1878; Dall. 79, 2, 111; Sir. 79, 2, 242).

geurs; qu'ainsi dans l'espèce de voyageur blessé n'est pa tenu de prouver la faute de la Compagnie du chemin de fer; que c'est au contraire á la Compagnie qu'incombe l'obligation de prouver les faits qui la déchargent de sa responsabilité;

“Considérant, qu'il est constant en fait que l'accident survenu le 28 fevrier 1865 au wagon portant le n. 199, placé á la queu du train express n. 29, dans le trajet de Paris á Amiens, a été causé par la rupture du bandage d'une roue; qui a amené la dislocation du train en deux parties, et le déraillement de la voiture où se trouvait Quarez;

“Considérant que cette rupture a été elle-même occasionnée par une defectuosité dans la fabrication du fer de ce bandage; qu'il résulte des documents produits par la Compagnie que les spires dont ce bandage était formé n'avaient pas intériorierement toute l'adhérence nécessaire que leur soudure n'existait qu'á la surface et masquait le vice interne de la pièce;

“Considérant que si cette défectuosité n'était manifestée par aucun signe extérieur, et si le bandage, présentant les apparences d'une bonne fabrication, avait été reçu á la suite des épreuves d'usage, ces circonstances ne constituent ni cas fortuit ni force majeure á la décharge de la Compagnie, et que l'accident a pour cause déterminante un vice matériel dont le voiturier demeure responsable.”

“Quelque rigoureux que paraisse cet arrêt, on ne saurait lui adresser aucun reproche au point de vue des principes. Le vice du matériel ne peut pas être, n'est pas ce fait qu'il est impossible de prévoir et auquel on ne saurait résister. Des recherches approfondies en auraient amenée nécessairement la decouvert.”

“Que, se fiant á l'apparence, une Compagnie ait accepté comme bon ce qui était mauvais, que le fournisseur ait abusé de cette confiance, qui donc, si ce n'est elle même, doit supporter les conséquences fâcheuses de cet excés de confiance, d'une part de cette mauvaise foi, de l'autre? Est-il légalement, raisonnablement, équitablement possible de les faire peser sur

la tête de celui qui en souffre et á qui on ne saurait adresser le moindre reproche?"

"Il suffit donc que l'événement qui a occasionné le déraillement soit dû au vice propre de la chose, pour que toutes les conséquences de ce déraillement soient á la charge de la Compagnie."

"De toutes ces causes, on ne voit guère que l'obstruction accidentelle des passages á niveau dont on pourrait vouloir exciper comme d'une force majeure. Mais cette prétention n'aurait rien de fondé et devrait être repoussée. Cette obstruction, en effet, ne serait que le résultat de la faute du garde, qui instruit de l'heure du passage des trains, doit fermer les barrières assez à temps pour prévenir tout embarras."

"Pour qu'un sinistre éclate sur un chemin de fer, il n'est besoin quelque fois ni d'un déraillement, ni d'une collision. Il suffit de la mauvaise composition du train."

"On n'a pas oublié, on n'oubliera pas de sitôt la catastrophe de Bandol, où l'explosion de wagons chargés de poudres pulvérisa le train et tua ou blessa un si grand nombre de personnes."

"Il ferait beau que, dans des occasions semblables, on vint parler de cas fortuits ou de force majeure."

"Au rest, le principe de droit consacré par l'article 1,382 du Code Civil régit souverainement les Compagnies, et si elles ne peuvent être atteintes par la responsabilité directe, elles ne sauraient échapper á celle que consacre l'article 1,384."

"Ainsi un voyageur blessé en chemin de fer, quel que soit l'auteur de la blessure, a le droit de s'adresser directement á la Compagnie et de lui demander la réparation du préjudice qu'il éprouve."¹

En vista de tan brillante exposición, nada tiene que alegar la compañía demandada. Causó un daño á consecuencia de un

¹ .Euvr. cit., n. 436, 437, 438, 439, 440, 442, 443 y 444.

vicio de construcción de la vía; luego está obligada á la indemnización, sin que puedan eximirla el caso fortuito y la fuerza mayor. El principio es general y la ley no tiene excepciones: "*el que por sí mismo ó por medio de otro causa un daño SIN DERECHO, es responsable civilmente.*" (Arts. 326 y 327 del Código Penal).

§ IV.

1.—Demostrada la responsabilidad civil de la empresa demandada, falta averiguar cuál sea el monto de ella, lo que será muy fácil según las constancias de autos. Conforme al artículo 301 del Código citado, la empresa debe hacer.

II. La reparación; III. La indemnización; IV. El pago de las costas.

2.—*Reparación.* La reparación comprende el pago de todos los daños causados al ofendido, á su familia ó á un tercero, con violación de un derecho formal, existente y no simplemente posible, si aquellos son actuales y provienen directa é inmediatamente del hecho ú omisión de que se trate, ó hay certidumbre de que ésta ó aquel los han de causar necesariamente, como una consecuencia próxima é inevitable. (Art. 304 del Código Penal).

Está probado¹ que el joven Saenz permaneció en cama más dos meses; que en todo este tiempo el padre no pudo dedicarse al trabajo por atender á la curación de su hijo; que éste ganaba en "La Venta" diez y ochocentavos diarios, y su padre setenta y cinco, como peón labrador y mediero á la vez. En consecuencia, el padre dejó de ganar en 60 días. . . \$ 45 00
Y el joven Saenz, en igual término 10 80

A la vuelta \$ 55 80

¹ Declaraciones de los Sres. D. Ricardo Lancaster Jones, D. Demetrio Orozco, D. Rosendo Briseño, y Dres. D. Miguel y D. Gabriel Orozco. (Fojas 14, 15, 20 y 24 del cuaderno de mis pruebas).

De la vuelta \$ 55 80

3.—Indemnización. La indemnización importa el pago de los perjuicios, esto es, de lo que el ofendido deja de lucrar como consecuencia inmediata y directa de un hecho ú omisión con que se ataca un derecho formal y existente. (Art. 305 del Código Penal).

Para hacer el cálculo de lo que pueda importar la indemnización, debemos colocarnos bajo el punto de vista más favorable á la empresa, y debemos suponer que el joven Saenz hubiera adoptado el mismo trabajo del padre, es decir, que hubiera sido un simple peón labrador, que es el que gana menos, y á la vez un mediero de dos yuntas. Según el dictamen rendido por el perito nombrado por ambas partes, el Sr. D. Melquiades Orozco, el joven Saenz quedó inutilizado para trabajar durante toda su vida.

En el mismo dictamen se asegura que en tierras como las de "La Venta," dos yuntas de siembra dejan al mediero, libres de todo gasto, ciento veinte pesos anuales; y que, según la costumbre de nuestros hacendados, un peón labrador gana como *mínimum* veinticinco centavos diarios y treinta y siete y medio como *máximum*. El *máximum* debemos fijar nosotros, por estar probado en autos que éste era el jornal del padre.

Falta un último dato para precisar la indemnización y es el siguiente: ¿cuántos años debe vivir el joven Saenz? La misma ley resuelve este punto. El acta de nacimiento que obra á fojas ocho de los autos principales nos dice que el joven Saenz tenía catorce años cuando fué lesionado por

Al frente \$ 55 80

Del frente \$ 55 80

el carro; luego debe vivir treinta y siete años y cuarenta centésimos de otro, según la tabla sobre probabilidades de vida, puesta al fin del artículo 325 del Código Penal.

Aunque el año común tiene trescientos sesenta y cinco días, hay que deducir de éstos los festivos, en que por costumbre no se trabaja. Estos días son sesenta y nueve; así es que podemos decir que el año de trabajo tiene doscientos noventa y seis días; á razón de treinta y siete y medio centavos cada uno, resultan al año ciento once pesos; y en treinta y siete años y cuarenta centésimos de otro, hay un total de. 4,151 40

Ahora, si dos yuntas de siembra producen al mediero cada año ciento veinte pesos, libre de todo gasto, en treinta y siete años y cuarenta centésimos de otro, producirán. 4,448 00

4.—El artículo 321 del Código Penal impone á la empresa la obligación de pagar los gastos de la curación; estos gastos fueron, según las declaraciones de los Sres. Dres. D. Gabriel Orozco, D. Alejandro García Conde y D. Miguel L. Orozco 300 00

5.—La ley—art. 323 del Código citado—concede, además de los daños y perjuicios, una indemnización extraordinaria, cuyo monto queda al arbitrio judicial, atendiendo á la edad, posición social, sexo de la persona y á la parte del cuerpo en que quedare lisiada ó deforme. El Sr. Juez debe

A la vuelta \$ 8,955 20

1 Cincuenta y dos domingos, jueves y viernes santos, jueves de la Ascensión, jueves de Corpus, 1º de Enero, 2 de Febrero, 19 y 25 de Marzo, 24 y 29 de Junio, 15 de Agosto, 8 de Septiembre, 1º de Noviembre, 8, 12 y 25 de Diciembre.

De la vuelta \$	8,955 20
tomar en consideración el aislamiento social en que, por su deformidad, va á entrar el joven Saenz; en que éste pudo dedicarse á las artes liberales ó al estudio de alguna profesión que le hubiera dejado honra y provecho; y finalmente, debe tomar en cuenta la vida dolorosa y miserable que tiene que arrastrar en lo sucesivo. Atendiendo á todas estas circunstancias, me pareció fijar en mi demanda como <i>minimum</i> ¹ de esta indemnización	10,000 00
Total \$	18,955 20

6.—El pago de las costas de este juicio deben ser á cargo de la compañía demandada. Así lo previenen de un modo expreso y terminante los artículos 301 y 307, en su fracción IV del Código Penal. “La condenación en costas—dice Laurent, obra y tomo citados, n. 618—se justifica fácilmente. Si se hace necesario un juicio, los gastos tienen lugar por la falta del responsable; es, pues, un daño que causa por su hecho, y la reparación es por ende puramente civil. Bajo este concepto, debe ser á cargo de las personas civilmente responsables.”

7.—Hechos estos cálculos, es de estricta justicia que la empresa demandada sea condenada al pago de diez y ocho mil novecientos cincuenta y cinco pesos veinte centavos y de las costas de este juicio. Así lo pido respetuosamente.

*
* * *

Unas cuantas palabras para concluir, Señor Juez: comenzaba á escribir el presente trabajo, cuando á esta capital llegó la

¹ He dicho como *minimum*, y es la verdad. Pregúntese á cualquiera de los socios de la compañía demandada, si querría dejarse amputar una pierna en cambio de una indemnización extraordinaria de diez mil pesos, y sin vacilación contestaría que no. Se dirá que no tienen igual valor la pierna de un rico y la de un campesino; y es la verdad, porque la pierna de un campesino significa un poderoso contingente á la industria y al trabajo; significa, además, el capital del rico, que debe su oro al trabajo del pobre.

noticia de la espantosa catástrofe de Temamatla. Hasta hoy han permanecido ocultas las causas del siniestro; pero lo que está fuera de duda es que á consecuencia del descarrilamiento resultaron muertas ciento cuatro personas, entre hombres, mujeres y niños, y heridas ochenta y tantas. La sociedad mexicana está conmovida profundamente, y la desolación y las lágrimas han invadido el seno de muchos hogares. Un grito unánime de indignación se ha levantado contra la compañía del Ferrocarril Interoceánico; ¿por qué? ¿fué ella acaso la causa inmediata y directa de la hecatombe? No; pero ella es la culpable civilmente por su negligencia. Se han formado sociedades de abogados, entre las cuales se encuentran algunas eminencias del foro mexicano, con el fin de prestar gratuitamente sus servicios profesionales á las familias de las víctimas para exigir la responsabilidad civil en que ha incurrido la empresa. Y estos abogados no se han concretado á ofrecer sus servicios, sino que ellos mismos, conociendo la apatía que domina entre la gente del pueblo y el temor de una lucha con el poderoso, han salido al encuentro de las víctimas, las han buscado en sus propias casas y en los hospitales para hacerles comprender sus derechos. La prensa de todo el país alienta á los abogados y excita á las familias de las víctimas para que ocurran á los tribunales en demanda de la indemnización que la ley les otorga. ¿Qué significa ese grito universal expresado con las más vehementes palabras de indignación y de reproche? Significa que el sentimiento de la Justicia duerme aletargado algunas veces, pero nunca se extingue de nuestros corazones; significa que mi reclamación de hoy es acogida con benignos ojos bajo el brillante manto de esta protectora diosa; de otra manera el criterio humano, revestido de los requisitos que exige la más severa crítica, sería falible y se quebrantarían los principios filosóficos en cuanto á una de sus fuentes de verdad, como es el criterio humano.

En la Capital de la República todas las clases sociales han formado cuerpo para auxiliar á las familias de las víctimas de